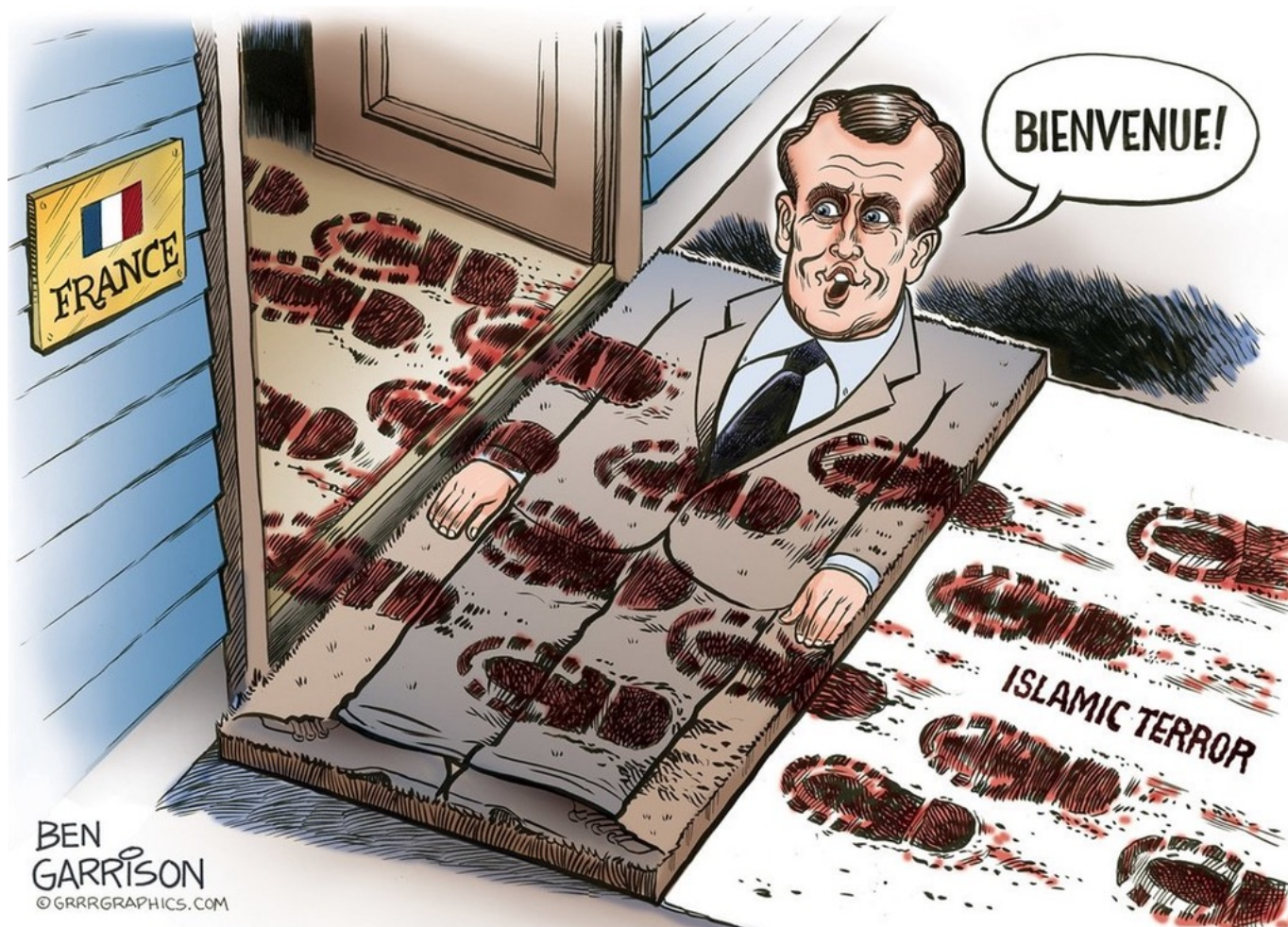


Macron, en Australie, pas un seul migrant ne s'est noyé en trois ans



30.000 euros le migrant, et 50.000 euros si c'est un mineur isolé. Qui dit mieux ?

2 milliards par an, c'est aussi le coût annuel de l'asile selon la Cour des Comptes.

Et chaque année la France bat des records. Plus de 100.000 demandeurs d'asile, lesquels ne repartiront jamais.

Illettrés pour la plupart, sans la moindre qualification, inutilisables sur le marché du travail, d'autant plus que nous avons déjà 6,5 millions de chômeurs, c'est là une véritable richesse pour le pays, qui ne produit rien mais qu'il faut

loger, soigner, éduquer au nom de la diversité et du vivre ensemble.

Venus de Dakar, d'Abidjan, de Bamako, de Niamey ou Ouagadougou, la déferlante de migrants économiques s'amplifie, s'ajoutant au flot des réfugiés de guerre.

Et que propose Macron ? Du vent, tout comme le Premier ministre lors de la présentation très sommaire de sa politique d'immigration il y a un mois.

En réalité le gouvernement n'a aucune solution.

1960 : l'Afrique comprenait 300 millions d'habitants.

2017 : Un milliard de déshérités rêvent de l'Eldorado européen. Le tout gratuit.

2050 : 2,5 milliards d'Africains se bousculeront à nos portes.

Et 1 million de migrants attendent actuellement en Libye de pouvoir s'embarquer pour l'Italie. Ils seront le double dans quelques mois...

Où sont les mesures concrètes et efficaces ?

Le plan Macron n'est qu'un insipide catalogue de bonnes intentions sans la moindre chance de voir le jour.

Avec des taux de fécondité de 1,3 à 1,6 enfant par femme, la population de souche européenne diminue de 25% à chaque génération. Seule l'immigration extra-européenne assure la croissance démographique.

En 2050, l'Europe sera passée de 500 à 700 millions d'habitants dont 50% d'extra-européens. Une dilution catastrophique de l'identité et de la culture européennes.

Le plan Macron n'est qu'une foutaise.

Notre président veut monter en première ligne la fleur au

fusil, sans la moindre prise en compte des enjeux vitaux qui menacent l'avenir de l'Europe.

“Plus aucun migrant dans les rues avant la fin de l'année” ?

Avec 12.500 places d'hébergement supplémentaires dans les deux ans, c'est mal parti.

10.0000 demandeurs d'asile se présentent cette année pour 54000 places.

A Paris 100 migrants arrivent chaque jour et comme Paris ne représente “que” 40% des arrivées, ce sont 250 migrants qui débarquent quotidiennement en France.

Rappelons aussi que 140000 SDF ne sont pas logés et que des millions de familles françaises attendent un logement social depuis des années, parfois 8 ans !!

Mais ce ne sont que des natifs, donc les derniers servis.

“Rendre plus efficaces les procédures d'expulsion” ?

Encore du pipeau. Sur 91.000 clandestins interpellés, seulement 25000 ont quitté le territoire.

Quant aux déboutés du droit d'asile, c'est pire. Seul 1 sur 10 est expulsé.

On aimerait que Macron nous dise comment il va contraindre les pays africains à délivrer les laissez-passer consulaires, sésames indispensables pour renvoyer les migrants chez eux.

Sans parler des refus systématiques d'embarquer à bord des avions ou du laxisme judiciaire qui freine les expulsions.

Pas un mot sur la circulaire Valls de 2012 qu'il faudrait abroger !

Celle ci prévoit la régularisation automatique des migrants ayant 5 ans de présence sur le territoire ! Le désastre de

Calais n'est qu'un avant-goût de ce qui attend bon nombre de villes françaises.

Pas un mot sur la réouverture de la frontière franco-italienne que l'Europe nous impose dès novembre 2017.

Macron veut "démanteler les filières en amont", tout en ouvrant les frontières en aval ! Il n'a jamais eu l'intention d'agir contre l'invasion migratoire.

"Stopper les migrants en Libye en créant des hot spots pour examiner sur place les demandes d'asile" ?

Idée totalement foireuse, puisque la quasi totalité des migrants en attente en Libye, sont des migrants économiques qui voudront traverser coûte que coûte, qu'ils soient déboutés ou non du droit d'asile.

Rappelons que les milices armées font encore la loi sur une grande partie du territoire libyen et que la création de hot spots dès cet été est une salade de bonimenteur.

Pour mémoire, le 28 juin, 7 membres de la mission onusienne en Libye, ont été enlevés à 50 kilomètres de Tripoli !!

L'insécurité est omniprésente et on voit mal les Européens installer des centres d'accueil pour examen des demandes d'asile.

Chacun connaît les conditions inhumaines observées dans les camps libyens où sont détenus les migrants.

Il faudra des années pour stabiliser la Libye.

Aussi longtemps que l'UE ne déploiera pas les moyens navals et aériens indispensables pour bloquer les migrants dans les eaux territoriales libyennes, le tsunami migratoire continuera sur l'Italie, totalement saturée.

Le plan Macron n'est donc qu'une grande illusion, une salade

de bateleur d'estrade.

Soumise au même défi, l'Australie a su mettre fin à l'invasion de son territoire.

En fermant ses frontières maritimes et en créant des centres de rétention en dehors du territoire australien, elle a permis de sauver des milliers de vies.

Plus un seul migrant ne s'est noyé depuis 3 ans.

“C'est le Premier ministre, Tony Abbott, qui a mis en place cette [opération appelée « Frontières souveraines »](#) à son arrivée au [pouvoir](#) en septembre 2013. Plus aucun boat-people, bateau portant à son bord des migrants – la plupart originaire du [Sri Lanka](#), d'[Iran](#), d'[Irak](#), d'[Afghanistan](#) ou du [Vietnam](#) –, n'est désormais accepté dans les eaux territoriales. Une [politique](#) très stricte assurée par l'[aide](#) musclée de l'[armée](#), que l'[Australie revendique elle-même](#) comme « *la plus dure jamais mise en place en matière de protection des frontières* ».

La politique de Canberra est donc l'exemple à suivre.

Mais en attendant, l'Europe additionne toujours plus de noyés en Méditerranée.

Un désastre humanitaire aggravé par l'absence de courage politique de nos élus, et par des ONG irresponsables, qui ne savent que créer des appels d'air attirant toute l'Afrique.

C'est une tragédie européenne qui s'annonce pour les 10 prochaines années.

Il n'y a strictement rien à attendre de Bruxelles ou du gouvernement.

Les 70% de Français qui ne veulent plus d'immigration n'ont qu'un seul droit : se taire et payer.

Jacques Guillemain